

Des militant-es antinucléaires ont organisé samedi une action autour de la centrale nucléaire du Bugey (Ain) pour les 40 ans du plus grave accident nucléaire civil de l'histoire

Le Bugey, Tchernobyl en puissance

ALICE DROGUE

France voisine ▶ «Zone à évacuer en cas d'accident nucléaire majeur.» Écrit en noir sur un fond blanc encadré de rouge, voici le message qu'on pouvait lire aux entrées et sorties de cinq communes dans l'Ain, l'Isère et le Rhône. Samedi, à la veille des 40 ans de l'accident nucléaire de Tchernobyl en Ukraine, des membres de Sortir du nucléaire (SDN) Bugey, de SDN Isère et de Greenpeace ont mené une action peu ordinaire. Sous les panneaux d'entrée ou de sortie de Lagnieu, d'Ambérieu-en-Bugey, de Crémieu, de Meyzieu et de Meximieux, une vingtaine de militant-es ont installé des pancartes pendant quelques heures. La particularité de ces communes: elles sont toutes dans le périmètre du Plan particulier d'intervention (PPI) de la centrale du Bugey, mis en place en cas d'accident nucléaire majeur. D'autres actions du même type ont eu lieu dans toute la France.

A Lagnieu, ils étaient trois. A 9h, Florent Duroux et Hélène Galland, adhérents de SDN Bugey depuis plus de dix ans, s'activent, pendant que Jean-Pierre Collet, secrétaire de la structure, rassure les gendarmes par téléphone. Dans cette commune, l'action est particulière. Le maire, Alexandre Nanchi, s'est opposé à l'installation de ces pancartes sous des panneaux d'entrée de ville. Alors, les militant-es l'ont pris au mot. Ils ont apporté leur trépied et des piquets ainsi qu'une perceuse et des ficelles. Et ont placé les affiches cartonnées juste devant les panneaux.

Un demi-million de personnes concernées

«On souhaite rappeler aux habitants qu'ils sont dans une zone à risque», affirme Jean-Pierre Collet. Ce périmètre du PPI est de 20 kilomètres autour des centrales. Au Bugey, cela concerne 500 000 personnes qui, en cas d'alerte, doivent soit évacuer,



Les militant-es ont terminé leur journée d'action face à la centrale du Bugey. ADE

soit se confiner. «Beaucoup de gens ne savent pas ce qu'il faut faire en cas d'accident», ajoute celui qui chapeautait l'opération. Comme cette femme, qui l'a appelé, inquiète, après avoir vu une des pancartes à Meximieux. «Est-ce qu'il y a une alerte?» a-t-elle demandé, avant de prendre les informations sur comment se prémunir. «Les habitants doivent avoir, chez eux, des pastilles d'iode, indique Jean-Pierre Collet. Elles permettent de saturer la thyroïde et de l'empêcher d'être contaminée par l'iode 131, qui est radioactif.»

Certains sont moins compréhensifs. «Il faut éteindre les lumières alors», s'exclame un automobiliste, par la fenêtre, tout en continuant son chemin. D'autres font des signes, surtout quand ils voient les militant-es, qui se sont mis, exprès, à l'écart. «Quand l'action n'est pas revendiquée comme militante et qu'il n'y a personne autour, les gens sont plus interpellés, assure Jean-Pierre Collet. On dirait presque que c'est la préfecture qui a placé la pancarte ici. Ça rend le message plus officiel.»

Pour apporter encore plus de crédibilité à leur démarche,

les préfectures, la gendarmerie et les mairies ont été informées. «Pendant des années, on ne prévenait personne, avoue le militant. Mais on veut faire les choses dans les clous. Ça nous donne de la force et plus de légitimité.»

A Jonage, où des activistes devaient installer les mêmes dispositifs, la mobilisation a été annulée. «Le maire [Lucien Barge*] a estimé que notre message était anxiogène, que l'on surfait sur la peur et que cela allait mener au désordre public. Il a donc interdit l'action», raconte, embêté, Jean-Pierre

Collet. Un désordre public qui n'a pas été ressenti à Lagnieu, où aucun gendarme n'était présent, malgré l'interdiction. Pas comme à Ambérieu-en-Bugey, où les participant-es sont restés après l'heure prévue. «La police municipale a enlevé les panneaux à 11h15», témoigne Louison Charmailloux, membre de Greenpeace Lyon et des Ecologistes.

Une centrale à fermer

A 11h, chaque groupe a remballé son matériel. L'action aura duré deux heures. «On aimerait que cette information soit pré-

sente de manière pérenne, requiert Jean-Pierre Collet. On demande que ces pancartes soient officielles. Qu'au même titre que les panneaux 'attention, chute de pierres' en montagne, on prévienne les gens qu'ils sont dans une zone dangereuse.»



«Beaucoup de gens ne savent pas ce qu'il faut faire en cas d'accident»

Jean-Pierre Collet

Pour le collectif, avertir la population est le minimum. Mais ils revendiquent tout de même la fermeture de la centrale, qui va bientôt avoir 50 ans. «Normalement, elle a une durée de vie de vingt-cinq à trente ans, car il y a des installations qui ne peuvent pas être remplacées, certifie le secrétaire de SDN Bugey. Il y a aussi de plus en plus de fuites de tritium [un radio élément], qui se déverse dans la nappe phréatique.»

A midi, la vingtaine de participant-es s'est retrouvée sur un rond point de Marcellieux, à proximité de la centrale du Bugey. Avant de brandir toutes les pancartes, les militant-es se sont toutes et tous mis à terre, simulant être mort-es, à cause des radioactivités, même si aucun accident n'a été à déplorer ce jour-ci. I

*Contactés, les maires n'ont pas répondu à nos sollicitations.